

Article 22 du Règlement

● (1410)

LE COMMONWEALTH

LE RÔLE JOUÉ PAR LE PREMIER MINISTRE

M. Bill Tupper (Nepean-Carleton): Monsieur le Président, le Commonwealth est une institution capitale dans le programme de relations extérieures du Canada et il est essentiel pour la solution des problèmes du monde. A chaque conférence, on s'est penché sur de graves problèmes d'intérêt mondial. La dernière n'a pas fait exception à la règle.

Notre premier ministre (M. Mulroney) s'est servi de cette tribune pour annoncer un programme de vaccination pour les habitants des pays du Tiers-Monde.

Il a également joué un rôle de conciliateur parmi les chefs d'État participant à la conférence, pour qu'ils arrivent à un compromis au sujet des sanctions à prendre contre l'Afrique du Sud. C'est ainsi que les 49 pays membres du Commonwealth présents à la conférence de Nassau ont signé l'accord final qui a permis au Commonwealth de demeurer intact et de trouver une solution à un problème qui inquiète tout le monde.

Le premier ministre Diefenbaker est revenu au Canada en triomphe après une conférence du Commonwealth, il y a pas mal d'années. Le premier ministre a fait de même vendredi dernier. Tous les Canadiens sont fiers de ses initiatives, de son rôle et de ses réalisations.

* * *

L'ADMINISTRATION

LE SONDAGE D'OPINION

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, la sortie ouest de la Chambre des communes ressemblait à nouveau à un parc de voitures usagées ce matin, avec des limousines de ministres un peu partout. Il est évident que le cabinet était en réunion pour discuter du dernier sondage d'opinion.

Il ressort du sondage publié aujourd'hui que les Canadiens sont de plus en plus mécontents du gouvernement conservateur et que la cote des libéraux remonte. Les Canadiens savaient qu'ils faisaient une erreur lorsqu'ils ont élu le gouvernement il y a un peu plus d'un an. La mâchoire ambulante met la pagaille partout. Même Charlie Star-Kist, le thon, en conviendra.

Le gouvernement a eu un bilan extraordinaire en septembre. Le scandale du thon avarié, la faillite de deux banques canadiennes, les cadeaux aux sociétés pétrolières, la démission de deux ministres et l'octroi de contrats lucratifs à des amis conservateurs.

Les ministres, des députés, le personnel du cabinet du premier ministre et les dirigeants du parti conservateur se rétractent parce que le «grand homme» dit la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Certains même prétendent manquer de jugement. Que nous réserve novembre? D'autres démissions,

d'autres scandales, d'autres promesses rompues et d'autres rétractions? Qui sait?

Le bruit court que le premier ministre (M. Mulroney) va clore la session actuelle et en commencer une nouvelle au printemps. Je lui conseille de ne pas attendre, mais de le faire tout de suite.

* * *

L'AIDE EXTÉRIEURE

LE PROGRAMME D'IMMUNISATION DES ENFANTS DU TIERS-MONDE

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, à la veille de la dernière conférence du Commonwealth, le premier ministre (M. Mulroney) annonçait que le Canada allait fournir 25 millions de dollars pour l'immunisation des enfants du Tiers-Monde au cours des cinq prochaines années.

En 1984, l'ACDI a secouru 45 pays du Commonwealth. Nous donnons 40 p. 100 de notre aide bilatérale officielle aux pays en développement du Commonwealth. Le programme d'immunisation de 5 millions de dollars par année permettra de sauver 700,000 enfants d'une mort certaine. Nous allons offrir des vaccins, du matériel et de l'assistance technique à divers pays du Commonwealth, dont l'Inde et le Nigeria qui ont lancé récemment des programmes d'immunisation des enfants en bas âge.

La maladie tue annuellement quelque 2 millions d'enfants dans les seuls pays du Commonwealth.

Le 16 octobre 1985, nous avons célébré le dixième anniversaire de l'élimination de la variole. Nous parviendrons à vaincre d'autres maladies grâce aux dons généreux à la recherche venant de pays comme le Canada. Ce programme d'immunisation de 25 millions de dollars constitue pour le Canada une autre mesure importante qui devrait susciter la fierté de tous les Canadiens.

* * *

LES ENFANTS

LA RESPONSABILITÉ DE S'ATTAQUER AU PROBLÈME DES AGRESSIONS SEXUELLES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, le problème des agressions sexuelles contre les enfants inquiète tous les Canadiens et il est temps que les députés s'en préoccupent. Je ne sais pas s'il y a plus de cas ou s'ils sont plus dégoûtants, plus écœurants, plus répréhensibles et, par conséquent, plus souvent mentionnés dans la presse, mais la protection des enfants est la responsabilité de tout le monde.

Il faut trouver l'argent pour combattre ce genre de crimes. Voilà plus d'un an que le rapport Badgley a été déposé à la Chambre et rien, ou pratiquement rien, n'a été fait. Il faut empêcher les parents, amis et autres personnes de s'en prendre à des enfants. La Chambre des communes doit s'attaquer à cette question en priorité.